
RENCONTRES

Les « Rencontres des acteurs du changement »
sont pour nous l'occasion
de faire le point, de confronter les vécus,
d'examiner ensemble ce qui a été fait,
ce qui est en chantier et ce qui reste à faire.

Cette plaquette est la contribution propre
de diverses personnalités,
les unes connues, les autres non,
à un débat qui ne s'interrompra pas.

Les unes ont écrit, les autres ont parlé.
Que toutes soient ici remerciées
sur un pied d'égalité,
de même que notre ami le peintre Pignon
pour son dessin de couverture.

Gérard Delfau

Cette plaquette a été réalisée par Colette Audry, Catherine Dehove et Didier Jouault.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le moment historique



Texte rédigé par Daniel Maquart en collaboration avec Alain Meyer et Guy Perrimond.

LES Rencontres des acteurs du changement s'inscrivent dans l'histoire de la victoire électorale du Parti Socialiste qui lui a donné accès au Gouvernement du pays. Mais cette victoire est singulière à un double titre :

— très peu de références historiques peuvent nous aider à comprendre la situation actuelle, car aucun des schémas que l'histoire nous a transmis ne fonctionne aujourd'hui. Seules les premières années de la IIIe République présentent une certaine analogie avec celles que nous vivons.

— le moment présent se caractérise avant tout par sa nouveauté, son caractère inédit qui tient largement à la profonde mutation mondiale en cours et à ses conséquences.

On se propose ici d'analyser ce moment historique. Prendre bien conscience de ce que nous vivons est en effet la première condition pour ne pas subir la situation, mais au contraire la dominer.

■

La gauche n'est pas venue au pouvoir à la faveur d'événements exceptionnels. Il n'y avait avant le 10 mai 1981 ni situation révolutionnaire, ni mouvements sociaux violents, ni épuisement des institutions. Aucune guerre ne venait mettre fin au régime. La gauche est arrivée au pouvoir le plus naturellement du monde, le plus paisiblement, par des élections.

Si rien de spectaculaire ne caractérisait l'avant 10 mai, la période suivante n'a pas non plus défrayé la chronique internationale. La victoire de la gauche n'a pas provoqué, comme en 1936, une explosion sociale, conséquence de la conquête du pouvoir politique. Symétriquement, rien non plus du côté de la droite pour freiner violemment le changement qui s'annonçait. L'état de grâce, en somme.

Le gouvernement de gauche entama sans tapage de profondes réformes inscrites au programme socialiste : nationalisation du système bancaire, de grandes firmes industrielles privées, vote de lois renforçant les prérogatives des salaires dans l'entreprise, etc. Il fit même ce que nul n'avait jamais osé imaginer : lever la tutelle des Préfets, c'est-à-dire de l'Etat, sur le département et la région, il décentralisa. Singulièrement, aucune de ces réformes ne déclencha de réaction violente, comme si, finalement, elles répondaient à une attente diffuse. L'abolition de la peine de mort, que la droite prétendait impossible à cause de l'opinion publique, fut accueillie comme allant presque de soi.

Donc des mesures d'une portée considérable, mais en même temps, pas de bouleversement hâtif ou soudain. L'autogestion est pour

le moment restée dans les esprits plus qu'elle n'est passée dans les faits. L'exercice même des pouvoirs est encore peu transformé. L'écologie n'est qu'un élément second dans les décisions. En bref, on ne vit guère « autrement » qu'avant.

Très visiblement donc, ce qui se passe n'est ni 1789, ni 1848, ni la Commune, ni 1936, ni même, plus près de nous, 1968. Alors c'est quoi ?

■

Bien que comparaison ne soit pas raison, il faudrait, sans doute, si l'on voulait chercher un antécédent historique, regarder vers les années 1875-1880 qui virent l'installation de la « République républicaine ». Sur le plan des événements d'abord : l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et l'accession des républicains au gouvernement se sont passées dans le calme sinon sans tension.

Dans les deux cas, la victoire politique est d'abord le fruit d'un long travail militant et d'un long mûrissement du corps électoral. Tout le XIXe siècle, plus particulièrement dans sa seconde partie, avait vu la constance des républicains et de leurs combats, en dépit de la répression souvent sanglante. Aujourd'hui, le 10 mai 1981 est d'abord le fruit d'une longue marche des socialistes, d'abord vouée à la reconstruction d'un parti, puis à la conquête des pouvoirs locaux. Longue marche aussi pour intégrer les nouveaux mouvements en profondeur que sont la libération de la femme, le vivre au pays, l'éclosion de l'écologie sans perdre de vue pour autant les bases même du socialisme. Dans les deux cas, les électeurs ne s'y sont pas trompés, les républicains du siècle dernier et les socialistes d'aujourd'hui sont bien ceux qui incarnaient le mieux les changements nécessaires à une société qui allait de l'avant.

Ceci explique sans doute largement le fait que la IIIe République à ses débuts et la gauche depuis 1981 ont en commun d'avoir entrepris des réformes qui changent en profondeur, durablement, le fonctionnement social. Chacun connaît les grandes entreprises de la République renaissante : instruction laïque et obligatoire, création des conseils généraux, autonomie des communes, développement de la recherche. Elles ne sont pas sans rappeler celles que nous entreprenons.

Si profondes soient ces ressemblances, elles ne sauraient pour autant faire oublier la nouveauté du moment actuel, le caractère très inédit de la situation d'aujourd'hui.

■

Essayons de cerner rapidement cette situation objective et d'en tirer quelques conséquences.

Cette situation est inédite, car elle rassemble, sans doute durablement, plusieurs caractères majeurs :

— les économies de tous les pays sont de plus en plus reliées les unes aux autres à travers les échanges technologiques et financiers, la circulation des matières premières, l'internationalisation des entreprises et des marchés ;

— la croissance économique est très faible, aussi bien dans les pays industriels que dans les autres ; le chômage s'étend, le plein-emploi s'éloigne, les inégalités mondiales croissent ;

— notre monde est traversé de mouvements violents dus à la lutte entre les deux plus grands impérialismes, au renouveau des nationalismes et aux luttes de libération ; ces mouvements s'accompagnent d'une absence de régulation monétaire et de la présence d'armements de destruction massive créant un risque de destruction d'une large partie de l'humanité.

— une nouvelle révolution technologique et culturelle est en marche : désormais, l'on pourra produire davantage sans avoir besoin de plus de main-d'œuvre grâce à l'automatisation de la production et à la mécanisation des services ; désormais, des réseaux de communication audio-visuelles vont s'étendre partout, créant de nouveaux produits et de nouvelles pratiques.

Jamais la gauche n'est encore arrivée au pouvoir face à une telle situation qui bouleverse bien des schémas nés dans les décennies précédentes. Nous avons donc à inventer notre réponse à ces défis inédits.

La faible croissance et les liens entre les économies des divers pays ont deux conséquences majeures. La première est la quasi disparition des surplus de la croissance et donc de la possibilité de les répartir. De ce point de vue, la gauche ne peut plus guère fonder le changement sur une redistribution des surplus nouveaux produits chaque année par l'économie. La seconde est l'impossibilité de travailler en vase clos et la nécessité absolue de maîtriser les échanges extérieurs.

Mais d'autres conséquences sont aussi fortes. Tous nos systèmes de protection sociale, toutes nos villes et nos modes de vie ont été conçus durant et pour la période précédente. Leur coût relatif de fonctionnement s'alourdit quand la croissance ralentit : il apparaît de plus en plus de déficits chroniques.

Rien de tout cela ne s'était jamais produit, mais il serait certainement erroné de se limiter aux aspects économiques du moment actuel. Un autre trait majeur de cette situation inédite est la difficulté de lecture, de compréhension, qui résulte de sa complexité, de sa variété. Tout se passe comme si nous étions tellement assaillis de nouveautés, de messages, d'informations, que nous n'arrivions plus à tout lire, à classer, à ordonner.

Or, la compréhension est plus que jamais nécessaire pour agir, pour incarner le changement.



Une dynamique qui se cherche...

par Simone de Beauvoir, interrogée par Colette Audry.

LES Rencontres m'apparaissent une entreprise ambitieuse et difficile. Elles sortent des cadres habituels. On pourra, je pense, conclure à leur réussite si elles parviennent à effriter, si peu que ce soit, les barrières, institutionnelles en quelque sorte, et les barrières subjectives interposées entre ceux qui n'attendent un changement que des décisions et des mesures prises par d'autres et ceux qui se trouvent en mesure, à des titres et dans des lieux divers, de prendre ces décisions ou ces mesures tout en faisant l'expérience de difficultés sans cesse renaissantes. Mais il faudrait alors que la reconnaissance par chaque individu ou chaque groupe de sa qualité d'acteur, cette prise de conscience de la diffusion des responsabilités, devienne le point de départ d'une dynamique.

Concernant les avancées du féminisme — dont l'examen est prévu le premier jour des Rencontres — les choses me semblent relativement claires. Pour le mouvement féministe, l'existence, l'intitulé même d'un ministère des Droits de la Femme doté de quelques moyens nous offre des points d'appui dans la lutte pour l'application effective de la loi sur

Fondation Jean-Jaurès

l'I.V.G., pour une formation professionnelle des filles équivalente à celle des garçons, pour l'égalité des femmes devant le travail professionnel et pour l'information de la masse des femmes sur leur situation. La révision en cours des manuels scolaires devrait commencer à neutraliser certains conditionnements éducatifs, en même temps que les spots télévisés maintiennent en pleine lumière un certain nombre d'inégalités sociales de la « condition féminine » que nul n'ignore au fond de soi, mais qui ont tendance à demeurer clandestines dans les consciences.

Enfin, l'aide aux groupes d'études, le soutien donné aux revues féministes, la création d'une commission sur le rapport des femmes à la culture devraient permettre à la recherche et à la pensée féministes non seulement de se développer mais de sortir des cadres étroits où elles se trouvent encore confinées faute de moyens.

Telles sont, je crois, les ouvertures actuelles au changement qu'offre l'action gouvernementale. Et néanmoins, au fur et à mesure que se comblent les vieilles inégalités, on en voit surgir de nouvelles, de sorte qu'une lutte de vitesse est engagée, dont on en vient parfois à se demander si elle pourra un jour être gagnée. Les femmes, par exemple, si elles n'y prennent garde, si elles ne se mobilisent pas, sont en passe aujourd'hui de perdre la bataille de la révolution technologique.

Tout se déroule avec une extrême lenteur. Chaque réforme, alors même qu'on la croit acquise, se heurte avant d'aboutir, à une chaîne d'obstacles. La dialectique : lutte des femmes pour les réformes puis pour leur application, entrée des réformes dans les faits, poursuite de la lutte pour l'élargissement des réformes, changement des mentalités, mais aussi réactions hostiles au changement, aiguisement de l'antagonisme des sexes dans certains cas (que souligne la multiplication des viols, et des viols collectifs), cette dialectique semble ne pas avoir de fin. Il en est sans doute de même de la lutte pour la démocratie, dont la lutte féministe, par son ampleur, restera l'aspect le plus neuf de notre époque.

Et pourtant les mentalités changent. La publicité et l'usage de la contraception faisaient scandale il y a trente ans, et les adversaires actuels de l'I.V.G., qui se seraient déchaînés il y a trente ans contre la contraception, prétendent aujourd'hui se servir de la contraception pour condamner l'I.V.G. ! Etre mère célibataire n'est plus synonyme de perdition, on peut choisir de l'être. Les droits des concubines peuvent être reconnus. La double morale sexuelle est sérieusement entamée.

Il ne sera pas possible de revenir sur des changements. A condition toutefois que **les actrices du changement** ne relâchent pas leur vigilance et leur pression : les mouvements féministes sur l'opinion et sur le pouvoir, les militantes politiques sur leurs partis, les travailleuses sur leurs syndicats.

En tant que romancière, je pense que les avancées auxquelles nous assistons aideront — directement ou indirectement — à lever les handicaps objectifs et les inhibitions qui, jusqu'ici, ont rendu si difficile aux femmes la création.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Dans la durée

par Henri Béziat,
viticulteur languedocien, 48 ans.

ICI, c'est le « Midi rouge », avec une très ancienne tradition de lutte. Alors, naturellement on ne peut pas espérer que tout le monde soit content d'un seul coup, mais il y a des signes qui ne trompent pas. Par exemple, le nombre de gens qui s'installent ne cesse de croître, il s'agit d'une sorte de reprise de confiance. Et puis, cet été, on n'a pas entendu parler de camions de vin bloquant les autoroutes, etc.

Tout cela tient à la mise en place d'une politique dont les effets sont parfois immédiatement sensibles. Exemple très précis : le revenu des viticulteurs ne cessait de baisser depuis des années et des années. Eh bien, depuis 1982 — subitement — nous avons assisté à une stabilisation, puis à une reprise de la courbe ascendante. Ça, pour nous, c'est une première chose très importante.

Autre point, qui retient l'attention : je crois qu'il a été procédé à une analyse objective, qui a permis de s'attaquer réellement aux problèmes de la région, et de créer une structure pour essayer de maîtriser ce marché, de regarder de près les règlements communautaires, etc. Je crois que tout le monde, ici, l'a compris, et cela compte parce qu'il s'agit d'une politique de fond, une fois encore.

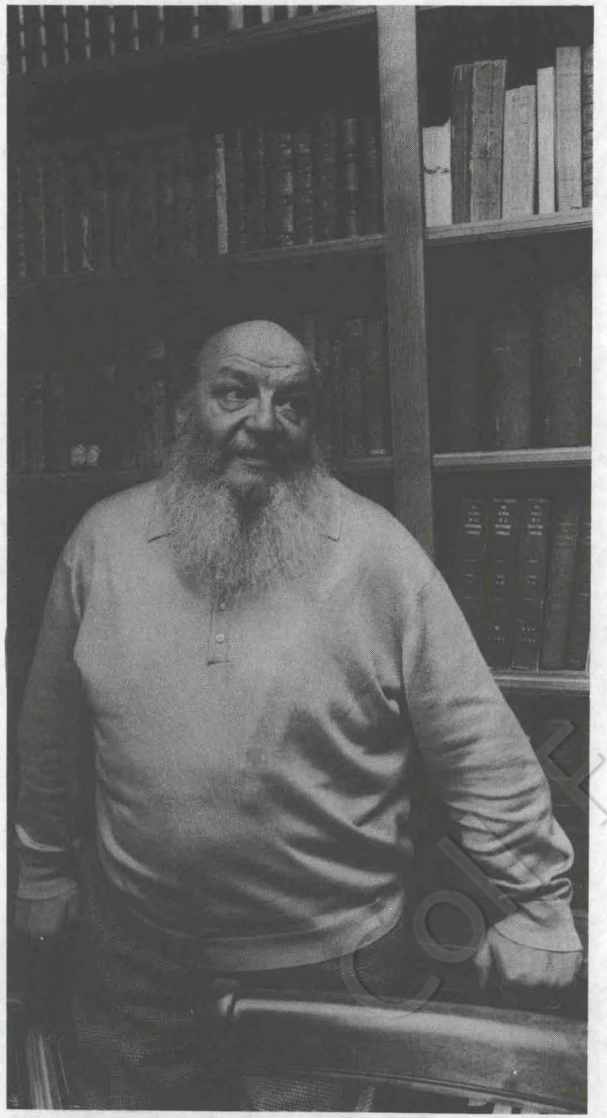
Autre phénomène qu'il faut considérer de près, parce qu'il s'agit presque d'un symbole : nous avons eu cette année une récolte pléthorique pour la quantité, et c'est du vin de très bonne qualité. Or, d'habitude, quand cela se produisait, les cours baissaient aussitôt de 20 %, au moins. Cette année, que s'est-il passé ? Eh bien les cours sont stationnaires. En tout cas, ils n'ont pas régressé. Ça aussi, c'est une bonne chose !...

En somme, beaucoup de bonnes mesures ont été prises, qui régularisent un peu le marché, mais aussi des modifications plus profondes : au lieu d'aider les gens à arracher leurs vignes, on assiste à une restructuration plus en profondeur, aussi bien dans la production que pour la transformation du produit ! Alors, naturellement, chaque viticulteur le vit en fonction de sa... sensibilité (elles sont souvent vives, ici, les sensibilités), mais on sent que les gens sont en train de percevoir un changement. On le sent, en travaillant avec eux au sein des Conseils d'Administration des caves coopératives, ou à l'échelon local de la mutualité.

Bien sûr, tout n'est pas encore parfait. Mais ça progresse. Je parlais des jeunes, tout à l'heure ; ça ne concerne pas qu'eux. Je crois que pas mal d'agriculteurs ont compris, par ici, qu'ils avaient intérêt à se faire eux-mêmes les acteurs du changement. Ils n'attendent pas tout de Paris, ou du Gouvernement (ça, c'est aussi une affaire de... sensibilité), ni même des nouvelles instances régionales. Ils font eux-mêmes des choses importantes, en se restructurant au niveau du foncier, en plantant de nouveaux cépages de meilleure qualité, en améliorant la transformation dans les caves coopératives grâce à l'achat d'un matériel sophistiqué...

Bref, pour nous, le changement ce n'est pas le mot d'un instant, le mot d'un coup de vent qui passe et qu'on oublie aussitôt. Pour nous, c'est bien sûr un sursaut qui a fait sauter bien des verrous, parce qu'avant, on avait un peu tendance à vivre dans la morosité générale, mais c'est encore plus le début de quelque chose que nous concevons dans la durée. Alors, même s'il reste beaucoup à faire, nous y croyons, nous croyons que nous le ferons tous ensemble — et pas seulement le Gouvernement — et que nous prendrons le temps d'aller jusqu'au bout de nos promesses.

La double tâche de la gauche



par Claude Manceron

LES acteurs du changement, au premier chef, ce sont le Président, le gouvernement, les parlementaires de la majorité, et tous ceux qui font partie, du bon côté, de ce que les médias appellent souvent avec trop de dédain « la classe politique ».

Je m'explique. Quelle différence élémentaire y a-t-il entre un pouvoir de droite et un pouvoir de gauche ? Ce serait tomber dans un manichéisme absurde que de ranger tous les égoïstes dans un camp et les altruistes dans l'autre. L'intelligence est ici ou là, la compétence également, et encore le caractère, le courage, voire la valeur morale.

Mais ce qui fait la différence radicale entre une force de gouvernement conservatrice et une autre de progrès, c'est que la première ne s'applique essentiellement qu'à la gestion du présent, tandis qu'une équipe de gauche s'emploie simultanément, et l'on peut dire à chaque minute de son existence, à faire face à ce même présent tout en préparant un avenir **autre**, c'est-à-dire le changement.

Prenons par exemple ce qu'il s'est passé en France depuis le 21 mai 1981. Chaque ministre de la gauche enfin victorieuse fut, à partir de ce jour-là, revêtu implicitement **d'une double mission** : les affaires courantes et la mise en chantier des réformes nécessaires dans son domaine. Autrement dit, **l'actuel et le lendemain ; l'état de fait et le changement.**

Double tâche, double tension de l'esprit, double travail des équipes, avec le double risque, soit de méconnaître les réalités du présent, soit de renoncer aux projets du changement, ou du moins de les ajourner dangereusement devant la pesanteur des choses acquises.

Un gouvernement de gauche authentique se doit de tenter constamment de tenir l'équilibre entre ces deux impératifs. D'où parfois des grincements dans la machine, des avancées à tâtons, voire des reculs. L'idéal serait de parvenir à assurer un lent, mais constant embrayage des objectifs de l'avenir sur la situation du moment.

Comme il s'agit du travail épuisant d'hommes et de femmes de bonne volonté, confrontés à une immense responsabilité historique, ce souhait s'apparente à un vœu pieux.

L'embrayage broute. Les turbulences et les intempéries provoquent de-ci de-là des dérapages, toujours contrôlés jusqu'à présent. Mais le plus important et le plus réconfortant est que la gauche française ne renonce jamais à cette dualité qui fait son essence incomparable.

Collection Jean-Jaurès

Solidarité :
des mots aux réalités

par Liliane P.
infirmière dans un hôpital public de l'Essonne, 41 ans.

JE travaille dans un service où les femmes sont largement majoritaires, autant pour le personnel que pour les malades. Alors, ce qui s'est produit depuis mai 81, je l'évalue à la fois en tant que professionnelle et en tant que femme.

Pour ce qui concerne les femmes, dans le domaine de l'I.V.G. en particulier, nous étions très nombreuses à attendre que la décision de remboursement par la Sécurité Sociale soit prise de façon définitive. Par ailleurs, les femmes qui viennent ici, on parle avec elles, et dans le domaine de la contraception, par exemple, les campagnes d'information, la création de presque trois cents antennes, la formation d'intervenants divers — enseignants, travailleurs sociaux — et l'augmentation d'un tiers du nombre d'établissements pratiquant l'I.V.G., tout ça me paraît bien...

Naturellement, je parle d'abord de cela parce que, dans mon service, c'est à cause de ce genre de problèmes que les femmes viennent, mais il y a aussi les décisions qui concernent une autre source d'humiliation : les pensions alimentaires non versées. C'est symbolique aussi, naturellement. Je ne sais pas si les textes d'application sont sortis, mais la pension alimentaire serait garantie à hauteur de l'allocation d'orphelin, ça équivaut à peu près à cinq cents francs par mois, pour beaucoup de femmes ce n'est pas négligeable, surtout que les prestations familiales ont nettement été augmentées...

Sur ce point, je dirais volontiers que les choses ne vont pas très vite, c'est sûr, mais qu'en écoutant les unes et les autres, surtout les moins jeunes qui font mieux la différence, on a quand même l'impression d'un travail de fond, dans plusieurs directions, qu'il faut continuer...

Pour le reste, c'est-à-dire sur le plan de mon métier, je crois qu'il y a eu également des décisions importantes, qui sont peut-être plus spectaculaires, mieux relayées par les médias, surtout parce que les médecins, il faut bien le dire, se débrouillent parfaitement pour se faire entendre. Ainsi, par exemple, de la suppression du secteur privé, ces lits de clientèle dont disposait le « patron » dans l'hôpital même. C'est une bonne mesure.

Je ne sais pas si on peut en dire autant de cette histoire de tarif hôtelier imposé aux malades, bien que le problème de la sécu soit à résoudre, naturellement... En ce sens, les mesures affectant les laboratoires pharmaceutiques, la baisse de certains médicaments, la réduction des marges des grossistes, l'« inscription » de nouveaux produits aussi efficaces et moins coûteux, ça, c'est le versant au soleil des décisions qui ont été prises, pour la Sécu...

Je ne suis pas basiste mais je pense aussi aux réorganisations prévues pour les études médicales. Là encore, il y a pas mal de privilégiés qui ont rouspété à propos de la suppression de l'internat, ou plutôt de sa généralisation à tout le 3e cycle avec des nouveautés comme la reconnaissance de la « médecine générale » comme une spécialité, par exemple, mais, quoi, même les associations d'internes sont pour... Et puis, assez parlé de ce qui ne forme qu'une frange...

Pour les autres, les infirmières, les aides-soignantes, tous ceux là, surtout les moins qualifiés, des choses ont commencé à changer, dans leur salaire. J'ai tout de même l'impression que la solidarité n'est plus un simple mot, que la solidarité tend, peu à peu, à devenir une réalité sociale, quotidienne, et, alors, même s'il y a encore beaucoup à faire, ça me paraît bien avancé, et nous devons poursuivre.

Collection Jean-Jaurès

Arrêtons d'avoir peur les uns des autres

par le lieutenant V. Loiret, 35 ans.

MOI, je dois dire que l'arrivée de la Gauche au pouvoir, je la souhaitais. J'ai voté pour Mitterrand, et pas mal de camarades ont fait pareil. Je ne suis pas un super-officier, j'ai trente-cinq ans, je suis toujours officier subalterne (je vais passer capitaine l'an prochain), je suis sorti du rang. J'ai longtemps été sous-off de paras, mais ma femme ne voulait plus à cause des sauts de nuits, et des enfants... Je suis marié à une enseignante, une prof de maths, une agrégée. Finalement, j'ai laissé tomber mes paras, si on peut dire, et j'ai passé des concours. Aussi, la Gauche me faisait beaucoup moins peur qu'à certains de mes camarades. A cause des collègues de ma femme, à cause de mon milieu familial, modeste comme on dit... Alors, justement, il y a des choses qui me paraissent bien.

D'abord ce protocole d'accord avec l'Education Nationale — ça c'est bien. Moi, je le vois bien : quand il y a des amis de ma femme qui viennent à la maison, tant qu'ils ne me connaissent pas, ils ont peur : « quoi, un officier ? ». Ils s'imaginent que je vais débarquer en tenue de combat, le P.M. à la hanche, le béret rouge coincé sur l'oreille... le folklore, quoi ! C'est d'ailleurs vrai dans les deux sens. Quand ma femme arrive avec une nouvelle collègue, je m'attends toujours plus ou moins à voir une nana coiffée à l'Angela Davis, lavée approximativement et parlant par slogans ou citations.

Tout ça, ce sont des caricatures. Personne n'est plus comme ça. Alors, même si cela fait sourire les intellectuels de Paris, je trouve que le Protocole Savary/Hernu, c'est bien. Il faut qu'on arrête d'avoir peur les uns des autres, d'autant plus qu'on a forcément à travailler ensemble... Moi, je suis affecté à une compagnie qui forme les élèves-officiers de réserve, les étudiants, quoi ! je t'assure que la différence qu'il y a entre leurs jugements quand ils arrivent et quand ils partent, ça n'est pas rien ! et ça compte beaucoup si l'on veut une armée qui soit vraiment celle du peuple. Bien sûr, l'étalement de certaines livraisons de matériels me paraît plus contestable. Je sais bien qu'on coûte cher, aux Armées, c'est vrai, alors qu'il y a toutes ces choses à faire contre le chômage, pour les industries, etc. Mais si cela ne nuit pas trop à l'effort de crédibilité pour la dissuasion, on peut sans doute économiser un peu nous aussi. A condition qu'on ne supprime pas les missiles Hadès prévus, ou le 6e sous-marin nucléaire, bref, la dissuasion. Cela étant, il y a quand même des choses discutables. Par exemple, l'embarquement des femmes, maintenant, sur les bâtiments pour les longues traversées, ça me paraît léger — et surtout, je pense que ce sera pris comme une plaisanterie.

A part cela, il y a quand même deux autres choses qui me paraissent vraiment du bon changement, et qui font que je ne regrette rien, même si je paye 1 % d'impôts en plus sur mon salaire... La première, c'est la réorganisation du corps d'armée de bataille. Bien sûr, c'est un peu technique, mais à moi, qui sais réellement comment marche une armée, ça ne me paraît vraiment pas mal, leur réforme sur le « sanctuaire européen ». Et puis, la deuxième chose — et c'est au moins aussi important — c'est ce qu'il est prévu de faire avec le service militaire : 18 mois pour les techniciens volontaires bien formés, 6 mois pour les autres, ça c'est bon, ça évitera de voir traîner dans les corps des tas de pauvres gars qui n'ont rien à faire et de voir partir à peine formés des types valables qui pourraient encore être utiles.



Vous avez dit « passivité » ?

par Guy Perrimond rédacteur en chef de « l'Unité ».

TENTER de décoder ce que certains ont appelé la passivité du peuple de Gauche, son insuffisante intervention dans le processus de changement, imposerait un large tour d'horizon. Il conviendrait de faire la part des choses, de ne pas confondre par exemple, la réalité et l'image qu'en renvoient les médias. Prendre la mesure exacte du phénomène, s'interroger sur le rôle des institutions, des organisations (syndicats, partis), de leurs réactions depuis 18 mois serait également nécessaire.

Je n'ai pas ici de telles ambitions. Mon but ? Décrire quelques évidences oubliées qui pèsent lourd dans la tête des électeurs de Gauche et sur l'action des militants qui font partie de ce peuple. Comprendre le pourquoi de leur retrait. Explorer le non-fait, le non-dit pour les aider à reprendre la parole...

Le soir du 10 mai 1981, le « nous avons gagné » ne reflétait pas seulement la joie cau-

Coll. Fondation Jean Jaurès

sée par une victoire longuement espérée. Dans la tête de ceux qui « envahirent la Bastille » — le symbole est utile — il y avait une évidence, une certitude rarement formulée : une oreille attentive aurait pu entendre à la place de « nous avons gagné » un « nous sommes au pouvoir » venu de très loin. Car, dans l'inconscient du « peuple de Gauche » les marques de l'histoire ont laissé un goût de revanche évident. A gauche on a appris, depuis longtemps à dire « nous ». Dans les échecs. La victoire assurée, le « nous » est heureusement resté.

Certes dans ce peuple chacun savait que la délégation de pouvoir existe, qu'un élu, un membre de cabinet, un ministre, a pour vocation d'exercer, pour le compte d'autres, un pouvoir plus ou moins étendu, plus ou moins réel. Mais, le 10 mai, il était évident pour tous que le slogan « changer la vie » (et non pas « changer **de** vie ») allait permettre de modifier tout de suite et complètement les processus du pouvoir. Ou tout au moins de diffuser les responsabilités. Nos discours sur l'autogestion n'étaient pas pour rien dans la résurgence de vieux rêves. Et les débats sur le quantitatif-qualitatif n'avaient pas laissé les salariés indifférents, l'utopie dès lors nous piégeait.

Les premières décisions gouvernementales — la décentralisation par exemple — sont venues renforcer le sentiment commun. Les premiers cris de la droite sur la « chasse aux sorcières » ont fait le reste. En juillet 1981, il est évident qu'un sondage aurait révélé qu'à gauche, on espérait que bientôt... le pouvoir serait partagé.

Il l'a certes été, mais insuffisamment au gré des gens. Et comment en serait-il allé autrement ? A peine au pouvoir, la gauche s'est trouvée aux prises avec de dures réalités : les contraintes économiques nées de la crise et du lourd bilan giscardien se sont trouvées aggravées d'une hausse folle des taux d'intérêts, tandis que le dollar atteignait chaque jour un autre niveau historique... Reconnaissons pourtant que la logique de l'Etat — un Etat modelé par presque deux siècles de Gouvernement de droite — a dû broyer bien des aspirations à la novation. La spécialisation, le corporatisme et le blocage des mentalités ont fait le reste en freinant les mouvements plus profonds. A l'évidence, le 10 mai ne pouvait d'un coup ni convertir les sceptiques de profession ni dissiper les raisons objectives qui s'opposaient au changement.

D'autant qu'il faut rappeler ce que fut le climat du septennat giscardien : celui du pessimisme et de la fatalité. La sinistrose était de règle, la « fin » des idéologies était proche. L'emploi multiplié du mot « fin » et les appositions répétées de « nouveaux » (philosophes, économistes, etc.) étaient révélateurs. Car si la « fin » avait un rapport avec une certaine gauche, les « nouveaux » étaient souvent en relation avec une droite... certaine. Le 10 mai 1981, il n'était que temps... En effet, que l'on ne pense pas qu'il s'agissait d'attitudes réservées à la droite. Il suffit de voir les positions prises alors par nombre d'électeurs ou même de militants de gauche, pour comprendre de quel poids a pesé — et pèse encore — sur les mentalités, l'idéologie giscardienne de la résignation.

Ajoutons enfin les raisons à la fois institutionnelles et historiques à la passivité de l'après 10 mai. La Gauche avait une très longue habitude du « contre ». Ecartés du pouvoir ou le pratiquant à une échelle « réduite », une ville par exemple, ses responsables ont eu eux-mêmes quelques difficultés à passer de l'opposition à la majorité. Il est facile d'imaginer ce qui a pu se passer dans la tête des électeurs : prendre la parole pour critiquer c'est souvent, mais de moins en moins souvent, trahir. Et le Parti, comme le Gouvernement, devait d'abord faire face au quotidien. Ils n'ont pas pu organiser le débat : toute discussion entre ministères passe pour de la cacophonie, les différences ou divergences entre les uns et les autres sont présentées comme les symptômes d'une fracture de la majorité. Là encore le pouvoir culturel de la droite impose son moule.

Dès lors — et la pression des médias n'y est pour rien — ce qui fit un des attraits du P.S. disparaît : durant de longues années il fut ressenti comme un producteur d'idées, un foyer de discussion. Aujourd'hui, il cherche sa place et les moyens de son intervention. Or, pour lutter contre l'idéologie dominante, il est nécessaire, impératif, de retrouver ce goût, cette possibilité de débat.

Les « Rencontres des acteurs du changement » nous offrent cette occasion. A condition de bien choisir les axes de chacune des Rencontres et d'y parler en toute liberté, il est possible de démontrer à ceux qui aujourd'hui hésitent que la critique n'est pas nécessairement négative, que le soutien au Gouvernement peut aller de pair avec la revendication, et, surtout, que le Changement ne se fera pas durablement sans eux.

En s'appuyant sur ce qui a été fait dans le domaine du pouvoir, en explorant ce qui dans le champ des mentalités et des comportements freine le changement, on peut rendre une relative autonomie au mouvement social. Sans cette autonomie il devient difficile pour celui-ci d'épauler « son » gouvernement et pour la gauche de préparer, dans de bonnes conditions, les prochaines échéances.

Un dernier mot, la passivité du peuple de gauche est toute relative : il suffit de parler du 10 mai pour qu'à nouveau les yeux brillent et qu'ils racontent... l'espoir.

D'autres comportements

par Maurice H.
cuisinier de collectivité,
région parisienne, 50 ans.

JE suis militant CGT et je suis délégué du personnel dans l'établissement public où je travaille. J'y suis aussi chef-cuisinier, c'est-à-dire que je ne suis pas parmi les plus malheureux du point de vue salaire, indemnités, etc. Alors, pour moi, les changements, comment dire ?... J'ai plutôt vu les changements qui se sont faits pour les autres, pour mes collègues de cuisine, pour le personnel d'entretien... Tenez, par exemple, il y en a plein ici, surtout des femmes, qui sont payés au SMIC... Bon, pour elles, c'est pas mal, certaines augmentations, surtout que ça se produit en même temps que toute une politique d'intégration des non-titulaires, pour laquelle on s'est battus depuis longtemps. Tant mieux si ça se produit, et tant mieux, encore plus, si on commence par ceux qui en ont le plus besoin, ceux qui sont au bas de l'échelle, surtout si on les intègre en maintenant leur salaire, comme prévu.

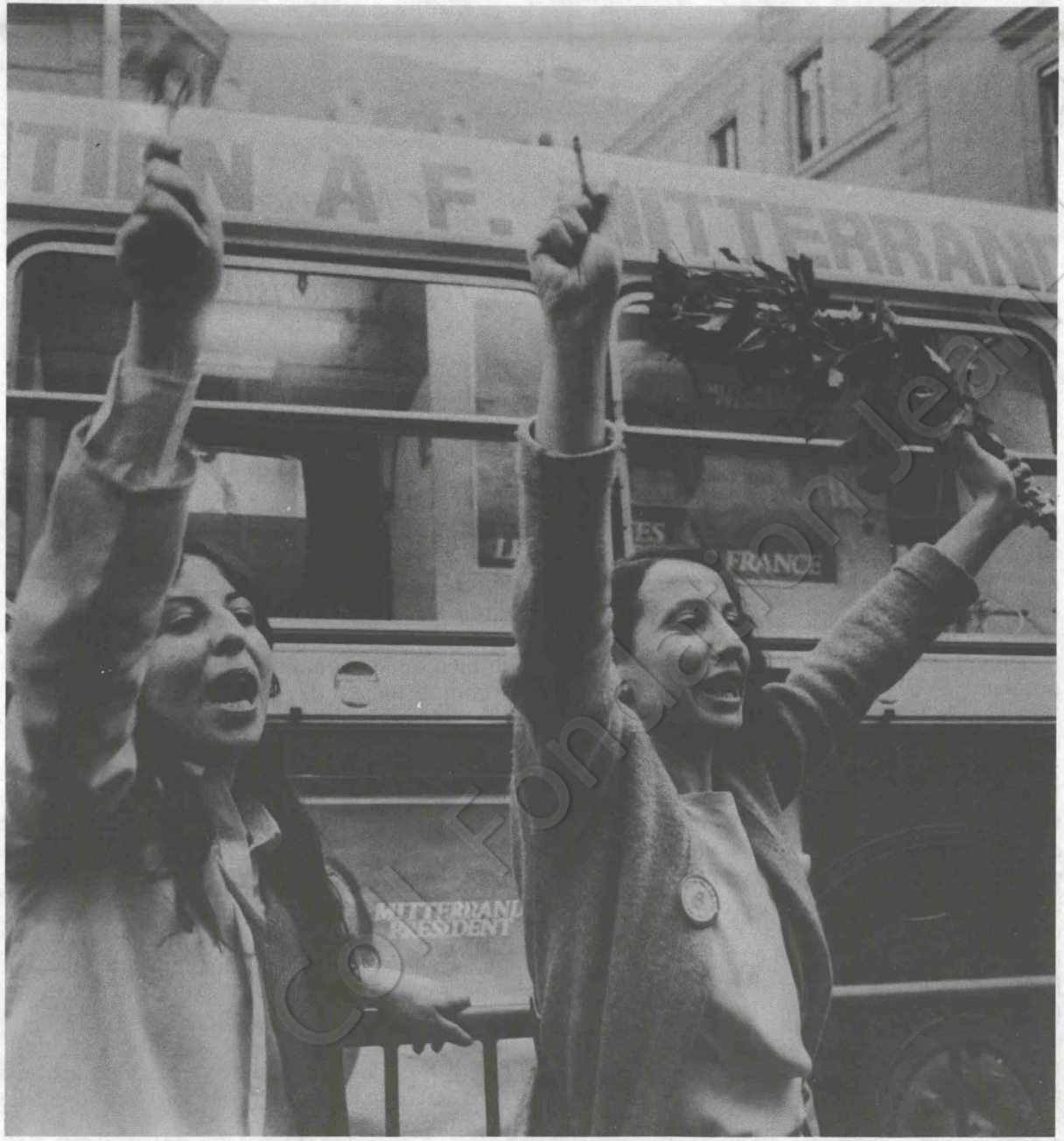
Mais, pour moi, financièrement, comme j'ai pas mal d'ancienneté, ça n'a pas changé grand chose, la Gauche. Mais il ne faut seulement s'occuper des histoires d'argent, même si ça compte beaucoup parce qu'il faut bien vivre et que tout est cher — on voit bien les prix de ce qui arrive en cuisine, malgré les blocages. Il y a aussi des choses importantes, au niveau des principes. Par exemple, dans le lycée, il y a des choses qui ont changé, pour les droits des travailleurs. On a des règlements à nous, mais l'Administration a déjà accepté qu'on prenne l'heure syndicale sur le temps de travail, ça n'est pas rien, et on applique les droits nouveaux des salariés à s'exprimer sur le contenu du travail, sur son organisation...

On a fait une réunion, avec tout le personnel, puis l'Administration, des représentants des profs, des élèves, des parents... On a discuté sérieusement, surtout sur des histoires de règlement d'hygiène et de sécurité, qui correspondent à des exigences nouvelles. Avant l'arrivée de la Gauche, ça n'aurait même pas été envisageable **de parler ensemble** de nos problèmes. Ça peut paraître idiot, mais si les femmes de service passent moins de temps à nettoyer les locaux, elles peuvent donner un coup de main au self, pour le « coup de feu », par exemple, alors le service va plus vite. Bref, on a parlé ensemble de ce qu'on pouvait déjà changer, en fonction de nos droits nouveaux, mais surtout aussi en fonction du fait que l'arrivée de la Gauche, ça veut dire que maintenant on prend en compte l'existence des travailleurs mêmes, à la base.

C'est un changement dans la tête des gens, mais il est rudement important... Il y a des profs dans le lycée, enfin certains, il leur a fallu un peu de temps pour comprendre cela, surtout qu'on ne parle pas aussi bien qu'eux, forcément, mais maintenant ça va bien, et on arrive à travailler ensemble beaucoup mieux... Vous comprenez, c'est pas seulement une affaire de lois, même si ça compte beaucoup et s'il faut aller encore bien plus loin avec de bonnes lois pour les travailleurs (surtout sur la durée du travail, ça n'avance pas vite, on dirait !), même s'il faut faire une politique qui s'en prenne plus encore aux grandes fortunes, eh bien on voit quand même des progrès dans le comportement des gens... Donc, ça pourrait aller mieux, mais ça n'est pas mal...

Ah, attendez : quelque chose ne va pas bien du tout, c'est les appartements... Ma fille vient de se marier, elle est forcée de vivre à Paris à cause de son travail, et son mari aussi. Eh bien, pour trouver un appartement, ce n'est pas de la rigolade ! D'accord, les nouveaux baux, le blocage des loyers, c'est parfait sur le papier, mais le résultat, dans certaines villes au moins et à Paris en tout cas, c'est qu'on ne trouve pas à se loger, alors, pensez, pour un jeune couple qui vient de se marier, ce n'est pas drôle... Non, ça, ça ne va pas bien... Mais peut-être que l'Etat peut pas faire grand chose maintenant ?

Fondation Jean-Jaurès



Vers le socialisme, toujours !

par Philippe Robrieux,

ENFIN au Pouvoir, avec devant nous suffisamment de temps, pour permettre à la vieille aspiration surgie du fond des âges et des usines de se concrétiser un peu plus, nous voici aussi confrontés à la plus grave des crises qui se soit jamais abattue sur la planète. Avec le Vieux Monde capitaliste qui s'enlise dans le chômage et la démoralisation, tandis que des millions d'êtres humains souffrent de la faim à en mourir, dans les continents du sous-développement et alors même que les régimes qui se réclament, à l'Est, du socialisme, s'avèrent être des sociétés bureaucratiques, bloquées, fondées sur l'étatisation de la production, mais aussi sur le tragique monopole du pouvoir et des richesses que s'assure, par la dictature, une nouvelle caste de privilégiés...

A l'heure où s'accumulent les fusées thermo-nucléaires dont la décharge signifierait la fin de l'espèce humaine, quand les peuples de la faim, happés par l'engrenage du désespoir, accèdent les uns après les autres aux armes de fin du monde, à nous de démontrer que le chaos et l'inégalité planétaire — contre lesquels le Mouvement ouvrier lutte depuis si

longtemps — ne sauraient croître indéfiniment, sans finir par entraîner la terrifiante apocalypse.

A nous d'expliquer inlassablement que la politique mondiale du premier Président de la République socialiste de ce pays est la seule qui puisse permettre de déboucher sur le Monde sans frontière, sans guerre et sans classe, sans lequel il n'y aura pas de XXIe siècle ou pas de Monde pour tous.

A nous de mobiliser toutes les énergies socialistes et communistes, afin de faire comprendre qu'il faut absolument que l'actuelle expérience socialiste réussisse en France, pour arracher le XXIe siècle, sans risquer le fascisme, sans retomber dans le racisme et l'injustice généralisée du passé et sans passer sous la férule des nouveaux privilégiés avec leur cortège de magasins spéciaux, de nouvelles inégalités, de nouvelles prisons et leur très ancien chauvinisme impérial de super-puissance.

A nous aussi de comprendre notre peuple pour le convaincre ; à nous alors de ne pas succomber à la vieille tentation de décider à sa place de ce qui est bon pour lui.

Rappeler aux travailleurs de France qu'ils vivent dans le moment où la planète entre dans la période la plus dangereuse de son histoire, leur expliquer encore que tout n'est pas possible et qu'il faut de surcroît absolument aider les milliards de misérables et de délaissés de notre Terre, les appeler à la solidarité et à l'effort pour surmonter la crise, mais aussi s'appliquer, s'acharner, chacun à son poste, à donner l'exemple, en s'accordant moins de droits et en se reconnaissant plus de devoirs que le citoyen moyen, voilà ce qu'il nous faut faire, nous les militants de la grande cause du Mouvement ouvrier.

Mieux connaître et mieux apprécier ces aspirations légitimes de la masse anonyme des travailleurs — emploi, repos, maisons bien à eux, autos et moyens de transport pratiques, vie décente, goûts, avenir et grande éducation pour leurs enfants — afin de réaliser dès maintenant tout le possible : telle est pour nous la priorité des priorités.

Etre donc avec l'ouvrier hanté par le chômage qui s'échine sur sa machine, aux prises avec un travail pénible, avec le petit paysan accablé qui se sent cerné, avec l'employé découragé par l'ingratitude de sa morne tâche, comme avec le cadre désorienté par le changement, avec le maître qui enseigne au prix d'une difficulté, d'une fatigue et d'une usure nerveuse croissantes, comme avec le jeune qui découvre la vie dans l'inquiétude et avec une impatience grandissante, ou avec le chercheur qui contribue à faire avancer la science, malgré l'incompréhension, la confusion et l'obscurantisme rétrograde, ou encore avec la femme qui rentre harassée par son travail quotidien, pour être accablée par les tâches ménagères, après avoir tremblé pour sa sécurité, en se pressant dans les rues sombres des banlieues de nos grandes cités, se tenir ainsi aux côtés de nos compatriotes, avoir le souci constant du plus grand nombre, pour promouvoir ici ou là, pour imaginer et faire, chaque jour ou presque, quelque chose, si peu que ce soit, mais quelque chose qui aide, telle doit être notre grande préoccupation.

En se remémorant sans cesse la pensée de Marx qui soulignait que les questions politiques sont toujours en dernier ressort des questions concrètes pour des millions d'hommes. Sans jamais céder au découragement devant les échecs et les insuffisances de ce qui n'est en définitive que notre action, sans jamais abdiquer nos responsabilités en taisant devant nos dirigeants les critiques qui dérangent, mais aussi et en même temps, sans jamais céder à l'indiscipline ou manquer à l'esprit d'équipe, en serrant continuellement les rangs derrière le Président de la République et le gouvernement, même si cela dérange nos habitudes, nous nous devons d'améliorer inlassablement notre travail... comme nous le devons aux millions de simples gens qui nous ont fait et continuent de nous faire confiance, sans céder au fanatisme ou aux pressions ouvertes ou plus sournoises de tous nos adversaires, mais avec tolérance pour ceux qui ne pensent pas comme nous, avec une patience infinie, pour les humbles, mais sans le moindre complexe d'infériorité face à ceux qui furent si longtemps au pouvoir chez nous — et qui y sont encore presque partout — comme face à ceux qui vont répétant qu'il n'y a qu'à aller plus vite et plus loin, face à ceux qui s'en vont, aveugles aux échecs économiques de leurs idoles Reagan ou Thatcher, sourds au fracas d'une crise de civilisation qui est celle de leur système, ou encore tragiquement et dogmatiquement indifférents au bilan globalement négatif pour les peuples de toutes les révolutions pures et dures, nous redémontrerons inlassablement que le socialisme réformiste est certainement le pire des systèmes — à l'exclusion de tous les autres.

Devant le triste spectacle que nous offrent pêle-mêle les modèles du libéralisme économique capitaliste et ceux des pays qui se réclament de « la révolution socialiste », nous continuerons donc à justifier notre choix, avec confiance et calme. En rappelant qu'il fut aussi celui de Marx et d'Engels à la fin de leur vie, avant que Lenine sur la fin de la sienne ne conseille lui aussi — hélas en vain — de renoncer à « prendre le socialisme d'assaut », nous maintiendrons notre choix fondamental, comme nous refuserons de céder à la droite, au conservatisme et aux apôtres du sur-place de tous les temps. Pour contribuer de toutes nos forces à ce que se poursuive la longue marche du socialisme ici, comme partout, à travers le Monde.

A contre-courant

par Franck Dumonteil, chef d'entreprise, 37 ans.

POUR nous, dans la vie quotidienne de l'entreprise, nous avons déjà constaté un premier changement, qui allait de soi puisqu'il consistait tout simplement dans l'application de la loi : nous sommes passés de 46 à 39 heures, ce n'est pas une mince affaire, c'est tout un travail de réorganisation. Même problème en ce qui concerne la cinquième semaine de congés payés.

Tout cela, en fin de compte, a provoqué de petits handicaps qui constituent une sorte d'incitation à embaucher. Mais je dois dire que, pour l'instant — en ce qui concerne du moins ma petite entreprise — ces diminutions diverses ne sont pas encore assez loin pour que je sois contraint d'embaucher du personnel nouveau. Je le ferais volontiers, je crois d'ailleurs que chaque patron, à mon niveau au moins, aimerait le faire, mais nous avons quelques sujets d'inquiétude et sommes donc très prudents.

Par exemple, il est clair qu'une bonne part de nos problèmes tient à un contexte international particulièrement difficile, à ce qu'on a l'habitude d'appeler « la crise ». Aussi, même si les mesures prises en France me paraissent aller vraiment dans le bon sens, sans aucun doute, eh bien nos activités sont très... prudentes pour l'exportation, par exemple. Nous sommes, dans ce domaine, en rapport avec certaines entreprises de pays qui sont au bord de la cessation de paiement. Parmi nos clients, il y a aussi des entreprises tout près du dépôt de bilan, et le changement, là aussi, dans la mesure où il faut aller au bout, ne pourra se produire sans une restructuration, un assainissement des relations dans le milieu économique, et surtout dans le domaine de la distribution. Cela, ce sera long, ce sera difficile et c'est une politique douloureuse. Mais je suis assez optimiste, en particulier pour deux raisons.

D'abord, dans mon entreprise à dimension humaine, les nouvelles lois relatives aux travailleurs modifient nécessairement les rapports avec mes employés qui sont traditionnellement des électeurs de gauche... Cela compte beaucoup, dans la pratique des rapports quotidiens, c'est un point vraiment important, pour un chef d'entreprise.

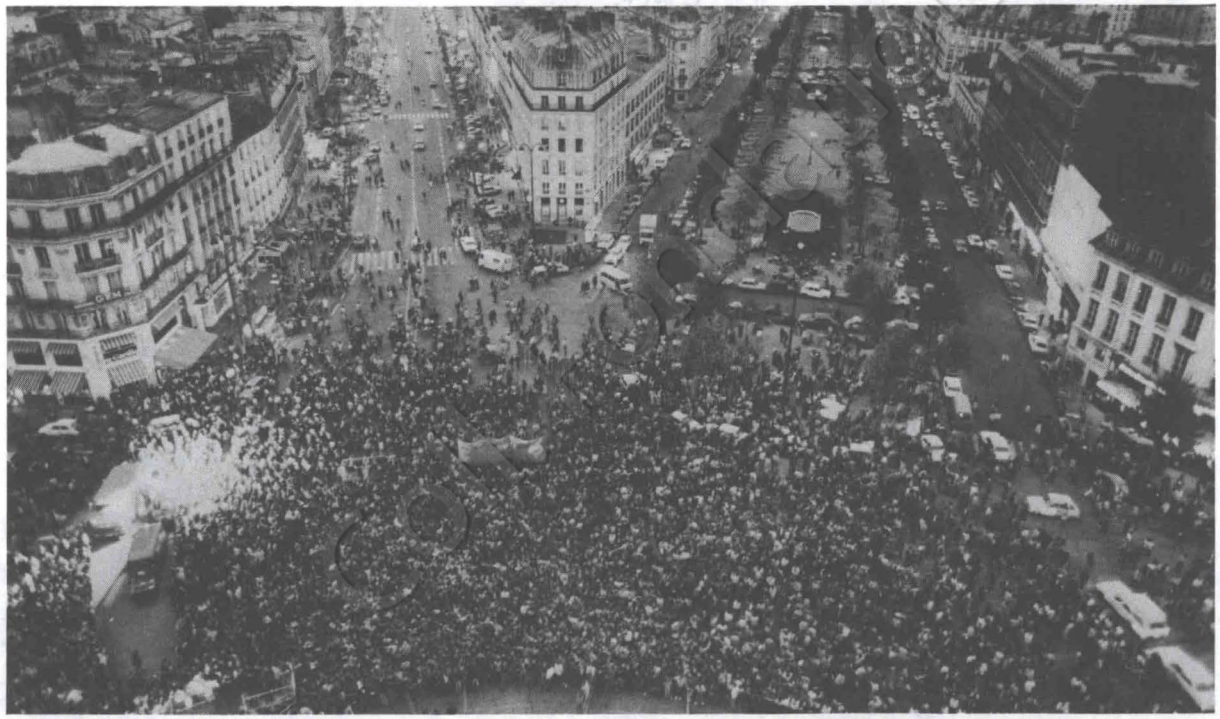
Deuxième raison, qui me semble essentielle : la nationalisation du secteur bancaire produit des changements, certes encore mal perceptibles car les banques nationalisées paraissent éprouver un peu de mal à mettre en place une attitude nouvelle. Mais des choses paraissent avancer en ce domaine, une évolution est perceptible.

Ce que je regrette un peu, c'est que tout cela soit encore appréhendé au milieu d'un certain flou. Il en va de même pour les allègements de charge dont a parlé le Président. Avec nos marges bloquées, avec nos clients parfois peu solvables, avec nos charges qu'élèvent les nouvelles lois sociales, etc., nous aurions des raisons d'être inquiets, si nous n'avions pas par ailleurs le sentiment que le Gouvernement est particulièrement sensible à ces problèmes. Cela, nous le percevons désormais, de façon plus ou moins nette mais continue, et cette volonté politique soutient sans doute notre confiance en une politique économique de restauration du tissu industriel, et de relance de l'activité... Je n'oserais, pour conclure, dire que je suis franchement optimiste, mais, enfin, il y a des raisons de ne pas désespérer.

Copyright Jean Jaurès

La question-clé

par Max Gallo,
écrivain, député des Alpes-Maritimes



MON témoignage sera celui d'un écrivain confronté du fait de ses nouvelles fonctions — député depuis le 21 juin 1981 — à la complexité et à la diversité de la vie sociale incarnées par les centaines de personnes qui, pour des raisons diverses — problèmes individuels ou collectifs (revendications, pétitions, etc.) — entrent en contact avec l'élu.

Je suis frappé, d'abord, par la qualité de l'information sociale dont dispose chaque citoyen. L'appartenance à tel ou tel groupe (petit patron ou ouvrier) s'estompe au moment du discours. Chacun sait présenter et argumenter, discuter les points de vue, en faisant référence aux données générales de la situation. En employant une formule un peu paradoxale je dirai que nous sommes un peuple d'intellectuels...

Ce qui entraîne un certain nombre de conséquences (qui expliquent mes constatations). D'abord le sens aigu de ses droits, la vigueur de la revendication, le refus de se laisser mani-

Fondation Jean-Jaurès

puler, une attitude « critique ». Il est clair qu'on ne peut plus rien imposer. Il faut convaincre. L'explication joue donc un rôle décisif car, en même temps que s'exprime cette capacité critique toujours en éveil, on repère chez la plupart des interlocuteurs, le sens des responsabilités, l'intelligence de la complexité de la vie sociale, la conscience des inerties et la prise en compte du facteur « temps » dans toute transformation. L'impatience, le « tout est possible », on ne les rencontre presque jamais.

C'est dire que les idées, l'information, l'explication, la capacité à démontrer, sont les éléments cardinaux de la cohérence sociale autour de l'action gouvernementale de la gauche. Cette expérience « concrète » m'a confirmé que la victoire de la gauche, le 10 mai 1981, loin d'être le résultat des circonstances, était le fruit d'une « révolution culturelle » lente et souterraine qui exprimait un nouveau rapport à la réalité sociale : rapport d'intelligence critique. Il s'exerce aussi à l'égard du pouvoir de gauche. Le citoyen désormais juge par lui-même, refuse les fidélités aveugles ou seulement sentimentales et idéologiques, il recompose à partir du stock d'informations dont il dispose, sa vision de la réalité.

Une telle attitude, fondamentalement positive et réaliste, peut conduire au « scepticisme ». La prise de conscience de la complexité de la réalité — et le sens des responsabilités — poussent à la « délégation » à des « experts » — hommes politiques, militants, etc. — qui seront partout jugés sans complaisance. S'ils échouent, on en comprendra les raisons, mais on ne trouvera pas nécessairement les formes de « participation » personnelles qui eussent permis de les soutenir, des les aider.

La contradiction que je vois apparaître se situe en effet entre ce haut niveau de conscience et les formes d'engagement. Comme si l'attitude « critique et responsable » ne trouvait pas encore des moyens de s'exprimer autrement que par le comportement électoral, la compréhension de la situation et la défense catégorielle.

Comment faire pour que cet énorme potentiel d'intelligence irrigue en permanence la vie sociale et modifie ainsi le rapport au pouvoir de chaque citoyen faisant franchir une étape à la démocratie ? C'est peut-être la question clé. Ma conviction : quelles que soient les péripéties électorales, c'est sur cette conscience critique, cette exigence implicite d'une autre manière de vivre la politique que la gauche doit (et ne peut que) s'appuyer.



Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Imp. J.-M. BARBOU - 845.80.88